

Chers camarades,

Je crois que nous pouvons toutes et tous nous féliciter de la réussite de cette initiative. On peut même dire que nous avons été presque dépassés par ce succès. Cette initiative était attendue par un grand nombre de militants et syndiqués de notre organisation car la question de l'avenir de l'industrie est une question centrale pour de multiples salariés mais également de privés d'emplois dans notre pays. Parce que certains sont confrontés à des restructurations, des licenciements qui, par un artifice de langage, ne seraient plus secs mais volontaires ! Parce que d'autres vivent dans la précarité ou sans emploi. Enfin, parce que d'autres encore souffrent d'avoir trop de travail, d'un manque de reconnaissance de leur qualification ou de leur expérience. Le travail prescrit prend le pas sur le travail réel. Cela a des conséquences sur la qualité du travail mais aussi et surtout sur la santé. Faut-il rappeler que le coût du mal-travail est de 13 000 euros par an et par salarié ? Certains prétendants à l'élection présidentielle se disent qu'il y a des économies à faire sur la santé et la protection sociale ...

Au-delà de ces problématiques, il est aussi question d'économie et de social.

Je ne veux pas revenir sur l'ensemble des riches débats et échanges que nous avons eus aujourd'hui mais permettez-moi d'insister sur quelques points.

L'industrie, et ce n'est pas la seule, souffre de la financiarisation de l'économie, nous l'avons rappelé lors de notre campagne sur le coût du capital. Cette campagne est plus que jamais d'actualité. On ne peut pas construire une politique industrielle sur le court terme. La recherche et le développement, l'investissement et les projets ne peuvent être conditionnés aux résultats financiers de fin d'année et à la satisfaction des actionnaires.

Pourtant, telle est la réalité dans notre pays et plus globalement dans le monde. Une vision à court terme.

Pour échapper à cette réalité, gouvernement et patronat culpabilisent le monde du travail, salariés, retraités, privés d'emplois, en évoquant régulièrement et depuis plusieurs décennies maintenant ce qu'ils appellent honteusement le « coût du travail ». Je dis depuis des décennies car, par exemple, dans l'excellent film « La Sociale » que je recommande à ceux qui ne l'ont pas encore vu, le patronat reprenait déjà cette expression pour s'opposer à la création de la sécurité sociale.

Il menaçait déjà à l'époque de délocaliser les emplois ... dans les colonies. Qui peut parler de salaires élevés quand 50% de la population active gagne moins de 1750 euros par mois ? Comment ne pas évoquer le nombre croissant des temps partiels, notamment pour les femmes où le niveau des salaires est bien inférieur à 1000 euros par mois ?

J'évoquais le coût du capital. Rappelons quelques chiffres significatifs. Les dividendes versés aux actionnaires ont progressé de 5 à 25% de 1985 à 2015 de la valeur ajoutée dans l'industrie. 469 milliards d'euros ont été versés en dividendes et rachats d'actions par les entreprises du CAC 40 ces 10 dernières années. Rien que pour l'année 2016, cela représente 55,7 milliards d'euros. Une entreprise comme Airbus qui taille à la hache ses effectifs, notamment en termes de recherche et de développement avec par exemple la fermeture du site de Suresnes qui a multiplié par 2,4 ses dividendes en 9 ans. Enfin, à l'échelle de la planète, cela représente 1154 milliards de dollars de dividendes versés en 2015. Et dire que pas plus tard qu'hier, le journal « Les Echos » s'inquiétait que le niveau des dividendes stagnait. Et dire qu'on nous rebat les oreilles sur le fait qu'il n'y a plus d'argent et qu'il faut donc effectuer des coupes budgétaires dans les services et les entreprises publiques.

Car, par ailleurs, nous savons bien que cet argent distribué aux actionnaires, vient pour une grande part des nombreuses aides publiques dont bénéficient les grandes entreprises. Sans compter les exonérations de cotisations sociales qui, d'une part, contribuent à plafonner les salaires et, d'autre part, sont une perte de recettes importantes pour la sécurité sociale.

Alors, à la CGT, ce que nous voulons, c'est conjuguer reconquête et développement industriel avec progrès social et environnement. Ces deux objectifs sont indissociables.

Nous avons des arguments et des outils pour aller au débat avec les syndiqués et les salariés. Notre livret « <L'urgence pour une reconquête industrielle > » en l'un d'entre eux, très précieux et très précis. D'abord, pour faire un état des lieux de la place de l'industrie dans notre pays et la gravité de la situation. Plus de 750 000 emplois perdus même si certains ont été transférés vers les services et les conséquences sur le statut et les droits collectifs. Mais aussi les conséquences sur l'économie de notre pays. 60% des produits industriels sont importés et la part de l'industrie dans le PIB est descendue à 12%. La casse des moyens de production conduit à des aberrations. Ainsi dans la navale, il n'y a plus de place dans les chantiers pour construire un navire de la Brittany Ferry pourtant financé par des fonds publics. Malgré cette casse, des atouts et des potentiels demeurent. Il existe encore une grande diversité de production. C'est pourquoi nous parlons de reconquêtes.

Nous avons des propositions concrètes basées sur une réponse aux besoins actuels et futurs, avec au cœur le développement humain durable. Cela veut dire concrètement la mise en place de circuits courts et une lutte contre le dumping social et environnemental.

Il existe par ailleurs de nombreux projets de développement industriel dans les professions et les territoires. Plusieurs exemples ont été cités dans la journée.

Faire des propositions industrielles, travailler sur des projets, ce n'est pas venir sur le terrain du patronat comme je l'entends parfois chez certains esprits chagrins. D'ailleurs, quand on leur laisse les clés, on voit dans quel état ils nous laissent l'industrie.

Non, mes camarades, nous ne sommes pas là pour gérer les effets des restructurations et jouer les pompiers de service. Au contraire, porter des projets alternatifs, des projets novateurs, c'est se sortir du cadre libéral et austéritaire dans lequel le capital veut nous enfermer.

Cette bataille peut et doit rassembler de nombreuses professions et toutes les catégories socio-professionnelles. Cela passe par les chercheurs, comme ceux que nous avons rencontrés à Saclay en région parisienne, qui passent la totalité de leur temps à chercher... de l'argent pour essayer d'entamer leurs travaux. Aux ingénieurs et cadres qu'on occupe à faire des histogrammes, des camemberts, pour sans cesse réduire les coûts plutôt que travailler sur l'innovation et qui voient leur travail jeté à la poubelle pour cause de rentabilité trop faible. Des techniciens qui deviennent des acheteurs d'activités externalisées. Des ouvriers qui voient les productions s'en aller très loin. ; quoi qu'aujourd'hui, avec la loi travail et sa déréglementation généralisée, le dumping social au sein d'un même département, c'est possible.

Enfin, nous refusons cette opposition artificielle entre la pseudo « vieille industrie » et l'industrie du futur. A chaque révolution ou évolution technologique, on nous refait le coup de la catastrophe sur l'emploi. Pour cela, on nous sort des experts, des études sérieuses comme ils disent très souvent, issues du MEDEF ou de leurs proches d'ailleurs. Les évolutions technologiques ne nous font pas peur, ce sont les choix qui sont faits qui nous inquiètent. Ces mutations, ces évolutions doivent être anticipées, permettre des évolutions de qualification, améliorer les conditions de travail et servir en priorité le progrès social. Leur généralisation à tous les secteurs et toutes les activités ne sont pas forcément nécessaires car, dans certains cas, elles sont utilisées à déshumaniser le travail, casser des liens sociaux. Elles sont aussi généralement le prétexte pour casser les garanties collectives au nom de la liberté d'entreprendre ou de l'autonomie. On le voit dans le cas de ce qu'on appelle les UBER ou VTC, les coursiers.

Notre bataille autour de l'industrie ne peut être déconnectée de notre activité et nos propositions revendicatives, je pense à la question des salaires, de la réduction du temps de travail avec les 32 heures, de la retraite et de la protection sociale, du nouveau statut du travail salarié et de la sécurité sociale professionnelle.

Conjuguer notre bataille industrielle avec celle de l'avenir des services publics, c'est faire vivre notre slogan « pas d'industries sans services publics et pas de services publics sans industries ».

C'est aussi la construction de convergences de luttes. Chacun le sait, services publics, entreprises publiques et industries donnent de la cohérence à un territoire et le rend attractif. Dans le cas inverse, une fermeture d'entreprise par exemple, entraîne bien souvent la remise en cause d'une présence publique, que ce soit pour la gare, la poste, l'école ou l'hôpital. Des initiatives ont eu lieu dans certains départements, je pense au Cantal, sur ces enjeux. Pourquoi ne pas les généraliser ?

Des rendez-vous de mobilisation sont indispensables. Parce que notre conception du syndicalisme, parce que la réalité des salariés dans tous les pays, sans rapport de force, sans intervention des salariés, les plus belles propositions, les revendications les plus justes n'ont aucune chance d'aboutir. Nous réfléchissons à une initiative interprofessionnelle autour des questions industrielles depuis plus d'un an. Aujourd'hui, elle se concrétise le 21 mars. Cette date ne s'oppose pas à la construction d'autres mobilisations professionnelles ou territoriales.

Nous devons déjà réfléchir au-delà du 21 mars dans les territoires en lien avec les professions par de nouvelles initiatives. Avec un objectif, associer les salariés, les usagers, les citoyens dans toutes nos mobilisations. Ainsi, organiser des bureaux d'embauche devant les entreprises ou les services sont des signes forts pour associer les populations, les privés d'emplois dont de nombreux jeunes aux problématiques des salariés concernés. Des expériences ont eu lieu chez les cheminots ou à la DCNS, me semble-t-il.

Mes cher(e)s camarades, dans cette période électorale où la CGT est tantôt courtisée, tantôt décriée parfois même insultée, notre responsabilité est grande. Ne nous laissons pas détourner de nos objectifs, soyons présents et pesons dans ce débat par notre capacité à proposer des alternatives économiques et sociales, par notre capacité à rassembler et à mobiliser.

La CGT, ça compte dans ce pays. C'est un repère pour bon nombre de salariés, de jeunes et de moins jeunes, nous l'avons démontré en 2016, aux élections TPE et encore dans les nombreuses luttes de ce début d'année.

Alors soyons ambitieux, soyons toujours plus conquérants dans les semaines et les mois à venir.